

MÉMOIRE VIVANTE



Bulletin de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation

Trimestriel N° 42 Juin 2004 2,50 €

SOMMAIRE

Hommage	1	7 ^e partie : La résistance à Auschwitz	11
Dossier Auschwitz (suite)	1	Livres	15
5 ^e partie : Population et évolution	1	Présentation officielle du LIVRE-MÉMORIAL	16
6 ^e partie : L'extermination des Juifs à Auschwitz	6		

HOMMAGE

La rédaction de *Mémoire Vivante* a la douleur de faire part à ses lecteurs du décès survenu le 9 mai 2004 du préfet (H) José Bellec, Commandeur de la Légion d'honneur.

Membre de la commission *Mémoire Vivante* de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation depuis sa création, il a toujours pris part avec intérêt et exigence aux travaux de cette commission.

Diplômé d'études supérieures de droit public, diplômé de l'Institut de criminologie de Paris, José Bellec a effectué une longue carrière au service de l'État, en qualité de chargé de mission dans différents cabinets et ministères, ou dans des postes de direction de la haute administration d'État avant de rejoindre le corps préfectoral.

Très tôt membre de la Résistance Intérieure française, puis à partir de 1942 du mouvement « Résistance », il milite ensuite dans le NAP Police où il exerce des responsabilités importantes. Arrêté par la Gestapo le 29 juin 1944, interné à la prison de Fresnes puis au camp de Compiègne Royallieu, il est déporté à Buchenwald le 17 août 1944, dont il revient à la libération en avril 1945.

DOSSIER AUSCHWITZ

(suite du n° 41)

Cinquième partie : POPULATION ET ÉVOLUTION

Les catégories de détenus

La codification des triangles de couleurs commune à l'ensemble des camps est en application au KL Auschwitz. Les triangles rouges sont attribués aux détenus politiques arrêtés en vertu de la *Schutzhaft* (détention de protection pour la sécurité du Reich). Ils forment un groupe important et le plus structuré à Auschwitz. Les fluctuations d'effectifs qui caractérisent cette catégorie de détenus dépendent étroitement de la situation et de la répression dans les territoires occupés.

Les triangles verts désignent les détenus de « droit commun », c'est-à-dire coupables de délits ou crimes de droit commun et envoyés en camp de concentration. Ils sont presque exclusivement de nationalité allemande et c'est sur eux que s'appuient les SS pour assurer les tâches subalternes d'encadrement des détenus, avec lesquels les SS souhaitent éviter tout contact direct. Les « verts », déjà souvent dévoyés par une longue détention dans les prisons et camps de



ÉTABLISSEMENT RECONNU D'UTILITÉ PUBLIQUE (DÉCRET DU 17 OCTOBRE 1990)
PLACÉ SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris - Tél. 01 47 05 81 50 - Télécopie 01 47 05 89 50
INTERNET : <http://www.fmd.asso.fr> - Email : contactfmd@fmd.asso.fr

concentration, sont dénués de scrupules. Ils profitent de leur fonction pour s'installer le mieux possible, ponctionner de la nourriture supplémentaire dans les maigres rations destinées aux autres détenus, sur lesquels ils ont droit de vie et de mort. Ils sont les instruments de l'activité criminelle de la SS.

Une catégorie spéciale est créée pour des détenus dits asociaux qui portent le triangle noir. Toutefois le mot « asocial » reste flou et reçoit une interprétation assez large de la part des autorités nazies : on y trouve aussi bien des prostituées que des Tziganes.

Les témoins de Jéhovah (*Bibelforscher*) envoyés en camp en tant que réfractaires aux idées du nazisme et au port des armes sont marqués du triangle violet, alors que les membres du clergé, considérés comme ennemis politiques, reçoivent le triangle rouge.

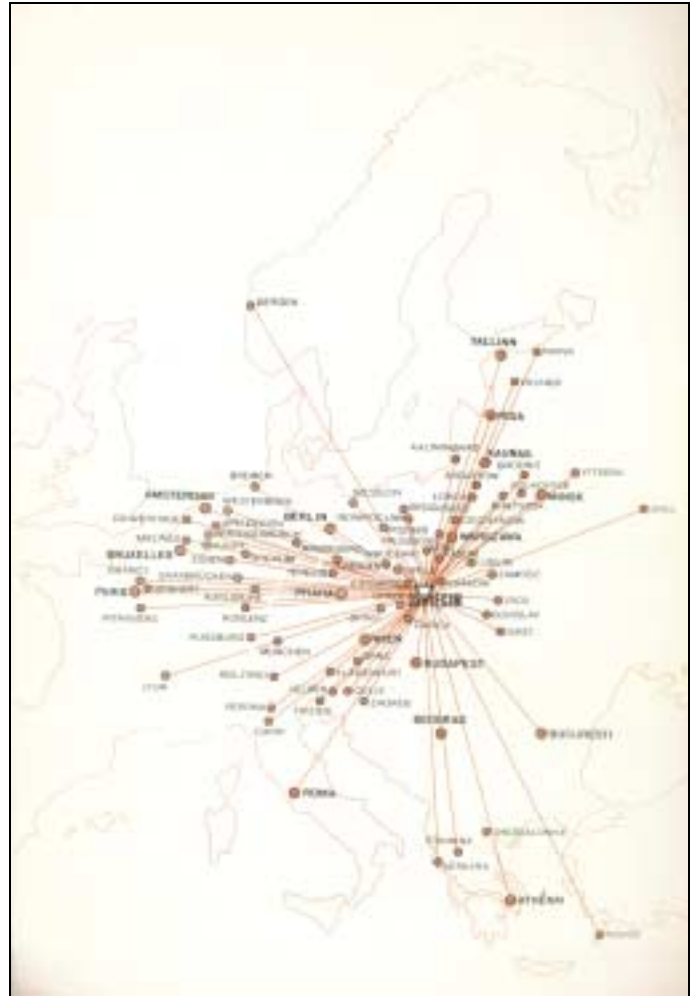
Les détenus arrêtés en vertu du §175 du code pénal allemand condamnant « l'homosexualité » portent un triangle rose. Ils sont rares à Auschwitz où l'homosexualité est plutôt le fait de détenus de droit commun enfermés depuis longtemps et qui obligent certains détenus qui leur sont subordonnés à leur céder par la force ou contre promesses de nourriture ou autres avantages.

Les prisonniers de guerre soviétiques, dont les premiers sont enregistrés au camp en octobre 1941, forment une catégorie à part. Neuf *Blocks* leur sont réservés au camp de base jusqu'au transfert à Birkenau des derniers survivants, en mars 1942. Malgré l'inscription « *Russisches Kriegsgefangenen Arbeitslager* (camp de travail pour prisonniers de guerre russes) ils ne sont jamais traités comme tels. Ils conservent en outre leurs uniformes sur lesquels sont tracées à la peinture à l'huile des rayures et les initiales *S U* (Sowjet Union).

Une catégorie particulière dite prisonniers de police (*Polizeihäftling-PH*) est placée successivement au *Block 2*, puis au *Block 11* du camp principal. Pour cette catégorie, le camp de concentration remplace la prison. Ils gardent leurs vêtements civils, ne sont pas tatoués et reçoivent un numéro inscrit sur une feuille de papier qu'ils gardent dans leur poche. Lorsque l'instruction de leur cas est terminée, ils sont conduits à l'audience du tribunal d'exception de la police qui dure quelques minutes. À l'issue, lorsqu'il y a sentence de mort, elle est exécutée sur le champ. Le condamné est alors déshabillé, conduit devant le mur des fusillés qui jouxte le *Block 11*, par une sortie particulière et abattu d'une balle de pistolet tirée à bout portant. Lorsqu'il y a sentence d'internement, les condamnés suivent la procédure d'admission des autres détenus dont ils partagent alors le sort.

Évolution de la population concentrationnaire d'Auschwitz et de ses effectifs

Dans les premiers temps, comme dans d'autres composantes du système concentrationnaire, le camp principal d'Auschwitz (Auschwitz I) sert de camp de « rééducation »¹, où les postes de police locaux de la Pologne occupée ou annexée envoient les fortes têtes ou les travailleurs forcés peu empressés à travailler au profit du Reich. Rien ne précise au détenu la durée de sa « rééducation », qui est toutefois fixée par les autorités à une durée minimale de



Origine des convois à destination d'Auschwitz © Ed. Interpress.

56 jours. Un détenu sur dix meurt avant la fin de cette période de rééducation.

De 1940 à 1941, la population concentrationnaire d'Auschwitz est essentiellement polonaise. Les détenus proviennent des prisons de Silésie où ils ont été provisoirement incarcérés pour interrogatoire, à la suite de leur arrestation par la Gestapo et la Sipo. Les transports peuvent arriver à toute heure du jour et de la nuit.

Ils sont individuels (*Einzeltransport*), pour les détenus envoyés de localités proches, ou collectifs (*Sammeltransport*), par chemin de fer (dans des wagons à bestiaux), lorsque la provenance est plus lointaine. Avant d'être envoyés à Auschwitz, les prisonniers séjournent plus ou moins longtemps dans d'autres camps, prisons, ou ghettos, où les organismes sont déjà mis à rude épreuve et affaiblis, en particulier pour ceux qui subissent des interrogatoires et des tortures dans les cellules de la Gestapo. Le régime du camp les achève alors rapidement.

En août et septembre 1941, arrivent les premiers prisonniers de guerre soviétiques, officiers, commissaires politiques, cadres du parti identifiés par la gestapo. Entre les 7 et 25 octobre, 10 000 prisonniers proviennent du *Stalag* de Lamsdorf². Les effectifs du camp de base dépassent alors 20 000 détenus.

Fin septembre 1941, les premiers déportés yougoslaves, ressortissants des territoires annexés à la Carinthie, font leur apparition.

1. Les détenus sont classés alors *Erziehungshäftling-EH*.

2. Le rythme de morts des prisonniers de guerre soviétiques est de l'ordre de 35 à 50 par jour depuis leur arrivée au camp et indépendamment des exécutions ou gazages collectifs.

La structure de la population par nationalité évolue et se modifie presque d'un jour à l'autre, en fonction de la situation militaire en Europe de l'Est et du Centre, des transports qui arrivent au camp, de ceux qui en partent par suite de transfert, du nombre de morts en hausse brutale à la suite de grosses opérations de sélection, etc.

Pendant cette première période, les Juifs envoyés à Auschwitz le sont en application du décret sur la mise en détention préventive pour la sécurité du Reich (*Schutzhaft*). Ceux transférés entre les 11 et le 15 décembre 1941 des prisons de Cracovie, Tarnów, Radom, Varsovie, Lublin, vers Auschwitz par la Sipo, sont polonais et, identifiés comme Juifs à l'arrivée des convois, affectés à la compagnie disciplinaire.

À partir de janvier 1942, les arrestations relèvent d'instructions du *RSHA*, dans le cadre de « la solution finale de la question juive » (*Endlösung der Judenfrage*). Les transports de Juifs commencent alors à converger vers Auschwitz, des pays d'Europe sous influence nazie.

Ceux des Juifs qui sont sélectionnés pour le travail (les autres étant directement envoyés en chambre à gaz) sont comptés dans les statistiques du camp comme une catégorie à part et, à partir de 1943, ils sont marqués d'une étoile à six branches faite de la superposition de deux triangles de couleurs différentes, l'un jaune pour rappeler leur origine juive et l'autre correspondant à l'une des autres catégories : politiques, sociaux, droit commun, etc.

Les femmes sont regroupées dans une division particulière, d'abord au camp de base, puis dans le secteur BIe de Birkenau. Au moment de la mise en service de ce dernier, un transport de 999 détenues allemandes « sociales et droit commun » et de quelques détenues politiques, arrive de Ravensbrück, le 26 mars 1942. Dans ce groupe sont désignées les détenues qui remplissent des fonctions d'encadrement.

C'est également par ce train qu'est envoyée l'*Oberaufseherin* (équivalent du *Schutzhaftlagerführer* du camp des hommes) Johana Langefeld, désignée par le commandant du camp de Ravensbrück, et première responsable du camp des femmes de Birkenau.

Des transports de répression de ressortissants « non juifs » (ou non identifiés comme tels) arrivent d'Europe de l'Est et, dans une moindre proportion, de l'Ouest. Certains relèvent de la procédure « Nacht und Nebel »¹, comme celui des 1170 Français qualifiés de « judéo bolcheviques », arrivé le 8 juillet 1942 et connu sous le nom de convoi des 45 000².

Au cours de l'année 1943, plus de 150 000 personnes (en majorité juives) sont internées à Auschwitz : de l'ordre de 86 000 hommes et 46 000 femmes ainsi que 18 700 Tziganes internés en famille au camp BIe (ou *Zigeunerlager*) de Birkenau.

Les Polonais constituent jusqu'en 1943 le groupe national le plus important. À partir de 1943, sous le double effet des transferts de Polonais et de Russes vers d'autres camps, et de la sélection pour le travail d'un nombre croissant de Juifs, ces derniers forment le groupe le plus important.

L'internement des Tziganes répond à une ordonnance du *RSHA*, datée du 29 janvier 1943, qui prescrit d'arrêter et de

déporter dans les camps de concentration tous les Tziganes du Reich et des pays occupés. Plus de 20 000 Tziganes, hommes, femmes et enfants sont transportés à Auschwitz et parqués en famille dans une enceinte de Birkenau appelée « camp des Tziganes ». Presque tous y périssent de maladies, de faim ou dans les chambres à gaz.

Le premier convoi arrive le 26 février 1943, alors que le secteur BIe est toujours en cours d'aménagement³. Dans les baraques (de type écurie), chaque famille se voit attribuer un châlit en bois, où toute la famille doit s'entasser tant bien que mal dans la plus extrême promiscuité. Les naissances y sont fréquentes. Elles sont enregistrées au registre d'entrées spécifique du camp des Tziganes où un numéro matricule est affecté à chaque nouveau-né⁴. Quelque 3 000 survivants sont finalement gazés au moment de la liquidation du camp des Tziganes, le 2 août 1944.

Peu avant la liquidation totale de la population et la fermeture du camp des Tziganes, en août 1944, un détenu polonais de la résistance intérieure, ayant eu connaissance de l'opération projetée, parvient à dissimuler les registres d'enregistrement des arrivées et décès du camp dans un seau en zinc qu'il enfouit dans le sol. Retrouvés en 1949, mais fortement altérés par l'humidité, ces registres, s'ils ne permettent pas d'établir avec certitude le nombre de Tziganes réellement arrivés au camp BIe, fournissent néanmoins des indications précieuses.

Parmi les convois de répression à destination d'Auschwitz en 1943, il convient de mentionner celui de femmes du 27 janvier 1943, venu de France et connu sous le nom de convoi des 31 000 (ces femmes ayant reçu les matricules de la série des 31000). Au nombre de ces 230 résistantes figurent notamment Danielle Casanova, Marie Politzer, Hélène Solomon-Langevin, Marie-Claude Vaillant-Couturier, Charlotte Delbo⁵.

Hormis les deux convois cités précédemment de résistants français déportés à Auschwitz, quelque 3100 déportés de France sont envoyés et immatriculés à Auschwitz, entre le 27 janvier 1943 et le 12 décembre 1944, dont le convoi du 30 avril 1944, dit des tatoués constitué de personnalités politiques, d'intellectuels, d'officiers et de résistants. Certains de ces convois viennent directement de Compiègne, d'autres de différents camps comme Majdanek, Dachau, Mauthausen ou Buchenwald. Tous ne sont pas restés à Auschwitz.

Il est possible d'avoir un aperçu des effectifs dans le complexe d'Auschwitz à différentes périodes, par les informations que les détenus du service du travail font transiter clandestinement à Cracovie par l'intermédiaire de l'organisation de résistance.

Le 25 avril 1943, un message de ce type précise l'effectif des hommes, mais ne donne aucune précision sur les femmes⁶ dont la gestion est séparée. Les chiffres avancés sont les suivants :

3. Le 30 mai 1943, le médecin SS Josef Mengele est nommé médecin du camp des Tziganes. Il y choisit les sujets qu'il destine à ses expériences pseudo scientifiques, notamment des jumeaux et des nains, qu'il n'hésite pas à tuer pour enrichir son laboratoire d'anatomie comparée.

4. La numérotation des Tziganes est distincte des autres. Le numéro attribué est précédé de la lettre Z (pour *Zigeuner*).

5. Charlotte Delbo a écrit un livre consacré au convoi des 31000, intitulé *Le Convoi du 27 Janvier*, Minuit, Paris, 1965, 300 p.

6. Dans les archives du Mémorial d'Auschwitz se trouvent six tableaux donnant les effectifs quotidiens des femmes détenues employées dans les *Kommandos* de travail, pour les mois d'avril, mai, juin, octobre, novembre

1. De façon générale la procédure NN voue les personnes concernées à disparaître sans que personne ne sache jamais rien sur leur sort.

2. On se reportera utilement au livre que lui a consacré l'historienne Claudine Cardon-Hamet, *Mille otages pour Auschwitz*, (Editions Graphein, Paris, 2000, 570 pages) où sont notamment analysées les conditions particulières dans lesquelles ces détenus ont pu se voir appliquer la procédure « Nacht und Nebel » (pp. 195 à 204).

Birkenau	11 671
Usines Buna	3 301
Golleschau	289
Jawischowitz	1 194
Kobior	156
Budy	167
Harmense	91
Prisonniers de guerre russes	149
Auschwitz	17 037
Camp Tziganes environ	<u>12 000</u>
Total	46 055

L'augmentation de l'effectif des femmes appelées à travailler (principalement dans des *Kommandos* situés en dehors du camp) entraîne une redistribution des secteurs de Birkenau. Pour permettre l'extension du camp de femmes¹, à la fin du mois de juin 1943, le camp BIb est évacué par les détenus hommes qui l'occupent, regroupés dans les secteurs BIId et BIIf (hôpital pour hommes), et affecté au camp des femmes.

Les enfants vivant à Auschwitz sont destinés aux expériences médicales ou font partie de familles implantées dans le secteur BIIf (Tziganes) ou BIIf (familles juives de Theresienstadt²). Cependant, en août 1944 on notera la présence d'enfants dans le secteur BIa (camp des femmes) où sont recensés 82 garçons de moins de 14 ans dont quelques nouveaux nés, et dans le secteur BIId (camp des hommes) où sont recensés 106 enfants de moins de 14 ans. 108 autres sont placés au HKB (secteur BIIf) pour servir de cobayes, dont 49 jumeaux à la disposition de Mengele.

Un document récapitulatif mensuel établi par le service du travail (*Arbeitseinsatz*) permet de se faire une idée de l'emploi des femmes à Auschwitz au 1^{er} octobre 1943 : sur l'ensemble recensé, 6 288 détenues ne sont pas en mesure de travailler, 25 778 sont aptes mais seulement 10 520 effectivement employées dans les *Kommandos*, dont 2 743 au camp, les autres se répartissant entre les exploitations agricoles (2 673), les travaux d'agrandissement du camp (787), la DEST (8), la DAW (286), différents services de la SS (3 321), entreprises privées et domicile des SS (224), *Weichsel Union Metallwerke* (16), laboratoire de Clauberg (67), cobayes dans ce même laboratoire (395), en état de travailler mais non employées encore (15 258).

Le 20 janvier 1944, l'effectif global annoncé est de 80 839 détenus (hommes et femmes), dont 18 437 pour Auschwitz I, 49 114 pour Auschwitz II (22 061 hommes, 27 053 femmes), et 13 288 pour Auschwitz III (dont 6 571 à Monowitz).

Un mois plus tard ces effectifs passent à 73 669 du fait des décès et des transferts. Ils atteignent de nouveau 92 208 le 12 juillet 1944, et 105 168 le 12 août 1944.

Les chiffres fluctuent donc constamment en raison de la situation dans les zones occupées, qui peut entraîner des arrivées de transports importants (par exemple, entre le

et décembre 1943. Le Kalendarium d'Auschwitz mentionne ainsi 18 787 femmes le 1^{er} mai, et 20 635 quelque temps après, le 20 mai 1943.

1. BIa et BIb conçus pour 20 000 détenues en comptent 27 000 en janvier 1944. En dépit du taux de mortalité important et des sélections régulières, les effectifs du camp de femmes se situent aux alentours de 31 000 en juillet 1944, et de 39 234 le 22 août. Lorsque les Juives venues de Hongrie, en attente de sélection dans le secteur BIIf (Mexique), sont transférées en BIa et BIb, l'effectif du camp de femmes de Birkenau atteint plus de 40 000 personnes.

2. Sur le sort des familles juives venant de Theresienstadt, voir ci-après partie consacrée à « L'extermination des Juifs »



Détenues récemment arrivées se rendant au travail. © Yad Vashem.

12 août et le 17 septembre 1944, quatre convois venant du camp de transit de Pruszkow livrent d'un coup 13 000 hommes, femmes et enfants arrêtés à Varsovie, après le déclenchement de l'insurrection). Les fluctuations résultent aussi de la mortalité très élevée ou des mouvements de détenus entre camps.

Au cours de l'année 1944, le rythme des arrivées est tel que des zones d'attente sont constituées. Quelque 50 000 Juifs, hommes et femmes non immatriculés sont ainsi placés en « dépôt » dans les camps de transit BIIf, BIIf et BIIf de Birkenau.

Par conséquent, en août 1944, le nombre total des détenus du complexe d'Auschwitz dépasse 155 000.

L'entrée des troupes soviétiques dans la région de Lublin et la libération du camp de Majdanek (24 juillet 1944) où sont capturés plusieurs SS, oblige les autorités SS à faire le nécessaire pour effacer les traces et détruire les preuves des crimes commis au camp d'Auschwitz sur environ quatre millions de personnes.

Dès fin juillet 1944, la section politique (Gestapo du camp) commence à brûler les listes nominatives des détenus immatriculés envoyés à la mort et les autres cellules de l'administration à détruire les fichiers et registres de détenus ainsi que les actes et documents du camp.

Le 15 août 1944, un document de l'*Amtsgruppe* D IV (administration des camps de concentration) donne les effectifs suivants pour l'ensemble des camps de concentration, à la date du 1^{er} août :

1) détenus	379 167
2) détenues	<u>145 119</u>
Total	524 286

et prévoit les arrivées suivantes :

1) programme de Hongrie	90 000
2) prisons de la police et ghettos	60 000
3) Polonais relevant du gouvernement général	15 000
4) prisonniers « punis » de l'Ostland	10 000
5) anciens officiers polonais	17 000
6) Polonais de Varsovie	400 000
7) arrivages réguliers de France	<u>20 000</u>
Total	612 000

Ces chiffres montrent que les prévisions en août 1944, indépendamment de toute considération d'ordre stratégique et militaire, portent encore sur une population concentrationnaire de 1 136 286 détenus pour l'ensemble du système concentrationnaire !

Fin août 1944 des arrivées dispersées et ponctuelles d'Italie, de Belgique et des prisons de Vienne, ou de France (Montluc) sont notées.

Le mouvement de résistance clandestin fait le point suivant des effectifs pour Auschwitz à la fin du mois :

Auschwitz I	15 971
Auschwitz II	19 424 hommes
	39 234 femmes
	30 000 Juifs hongrois dans le camp de transit.
Auschwitz III	30 539
Total	<u>135 168</u>

Il mentionne en plus la présence d'environ 35 000 ouvriers civils polonais, tchèques, russes et allemands dans les usines de l'*IG-Farben* et de près de 1 000 prisonniers de guerre britanniques.

Dans la seconde moitié de 1944, par suite des défaites successives subies par la Wehrmacht sur le front de l'Est et du retrait constant des troupes hitlériennes sous la poussée de l'Armée soviétique, les autorités centrales du III^e Reich donnent l'ordre aux commandants des camps de préparer les plans d'évacuation et de faire disparaître les traces des crimes aux commandants des camps et des prisons.

En août 1944, les SS d'Auschwitz entreprennent la liquidation progressive des camps et la destruction des preuves des crimes commis.

Cette liquidation est réalisée d'abord par l'extermination des éléments « improductifs » dans les chambres à gaz, en second lieu par le transfert des détenus en bonne santé et aptes au travail, dans les camps de concentration centraux du Reich.

Du 11 septembre au 4 octobre 1944, 10 000 détenus polonais, russes et tchèques sont transférés à Buchenwald, Sachsenhausen et Flossenbürg.

En même temps (29 août-29 octobre) 3 824 détenus du camp de quarantaine des hommes (BIIa) sont éliminés en chambre à gaz.

À partir d'octobre 1944, le *Stammlager* cesse toute extension, tandis qu'à Birkenau la construction du secteur BIII (« Mexique ») est stoppée, de même qu'est abandonné le projet de construction du secteur BIV. Les matériaux de construction correspondants sont évacués. Les baraques du camp BIII sont démontées et en partie évacuées sur le camp de Gross Rosen.

Le 6 octobre 1944, l'effectif du camp de femmes de Birkenau s'élève à 38 544 détenues en diminution de 4 446 par rapport à celui de la veille. 2 558 détenues sont transférées dans d'autres camps, et 1 888 sont selon toute vraisemblance gazées à la suite d'une sélection.

Mi-octobre, la démolition du crématoire IV, endommagé par les détenus du *Sonderkommando* lors de la révolte du 7 octobre 1944, est entreprise.

Le 1^{er} novembre 1944 le camp de quarantaine est liquidé et les effectifs résiduels envoyés au camp BIIId, tandis que les malades et une quinzaine de médecins et d'infirmiers détenus passent au secteur BIIIf.

Le 24 novembre 1944, les camps BIa et BIb sont à leur tour vidés par transfert des détenues encore vivantes dans les camps BIIIb et BIIIc.

Le 25 novembre, Pohl, chef du WVHA, décide une réorganisation du complexe d'Auschwitz, tenant compte de la diminution des effectifs entraînée par les transferts et les

liquidations. Auschwitz II-Birkenau se trouve à nouveau rattaché à Auschwitz I, Auschwitz III devient Monowitz.

Seul Monowitz poursuit encore son développement. Vingt annexes sont ouvertes en 1944, la dernière, Hubertushütte à Lagiewniki datant du 20 décembre 1944. L'effectif de Monowitz s'élève alors à environ 35 000 détenus, dont plus de 2 000 femmes.

Le 17 janvier 1944, pour le dernier appel, 67 012 détenus hommes et femmes dont 31 894 pour Birkenau et 35 118 pour Monowitz et ses annexes sont encore présents. Au total 400 000 personnes sont inscrites dans les registres du camp, ce chiffre n'incluant que les détenus immatriculés reconnus aptes au travail.

Malgré leur éloquence ces chiffres ne peuvent rendre compte de la tragédie individuelle de millions de personnes qui ont péri dans ce camp, ni des millions d'autres qui, aujourd'hui encore, les pleurent.

En janvier 1945 des détenus sont employés à la démolition des installations des secteurs BI et BIII de Birkenau. La démolition d'une partie des baraques du camp des femmes BIa et BIb est visible sur les photos du 14 janvier de l'aviation américaine.

Le 17 janvier au soir la décision d'évacuer Auschwitz est prise. Des unités de l'Armée rouge s'approchent des faubourgs de Cracovie par le Nord et le Nord-Ouest. Le gouverneur général Hans Frank tient une dernière réunion officielle déclarant que Cracovie, ville allemande depuis l'aube des temps, ne sera jamais abandonnée et il quitte Cracovie à 14 heures.

Le commandant du camp, Baer, organise l'évacuation d'Auschwitz et désigne lui-même les responsables des colonnes d'évacuation avec comme instruction de liquider tous les détenus qui tenteraient de fuir ou de rester en arrière.

Au moment des évacuations, les effectifs des camps annexes de Monowitz se répartissent ainsi :

Monowitz (Buna)	10 223
Golleschau	1 008
Jawischowitz	1 988
Eintrachthütte	1 297
Neu Dachs (Jaworzno)	3 664
Blechhammer	3 958
Fürstengrube	1 283
Gute Hoffnung (Janina et Libiaz)	853
Güntergrube	586
Brünn (Brno)	36
Gleiwitz I	1 336
Gleiwitz II	740
Gleiwitz III	609
Gleiwitz IV	444
Laurahütte	937
Trzebinia	641
Althammer	486
Tschechowitz	561
Charlottengrube	833
Hindenburg	70
Bismarckhütte	192
Hubertushütte	202

Total : 31 947 personnes dont 2 095 détenues.

Le 18 janvier à l'aube commence l'évacuation. D'immenses colonnes de 500 à plus de deux mille détenus, dont les

colonnes de femmes et d'enfants valides, quittent le camp escortées par des SS.

Certaines sont embarquées dans des wagons de marchandises découverts et au bout de quatre jours, transis de froid, arrivent dans un camp qui ne peut les accueillir et sont remis en route vers une autre destination. Des trains arrivent à Sachsenhausen, Mauthausen, Bergen-Belsen, Buchenwald, Dachau, en plein hiver. Ceux qui ne sont pas évacués par rail partent à pied pour des camps annexes ou en direction de l'Allemagne.

Ces évacuations s'accompagnent de massacres collectifs pratiqués par les SS sur les arrières : à Gleiwitz IV, après le départ des détenus valides, 57 détenus qui ne sont pas en état de marcher restent à l'infirmerie du camp annexe. Les SS mettent le feu au bâtiment et tirent sur les détenus qui tentent de fuir par les fenêtres. Deux survivants, dissimulés sous les corps de leurs camarades, raconteront.

Le 20 janvier, une formation de SS de retour à Birkenau

quitté précipitamment peu avant, se livre à un massacre de 200 femmes détenues malades puis dynamite les restes des crématoires II et III, déjà partiellement démolis.

À Tschelowitz-Vacuum une unité de l'organisation Todt fait creuser une tranchée par les détenus encore présents pour enterrer les cadavres. Quelques heures plus tard arrivent sur place des SS qui massacrent les survivants, arrosent les cadavres d'un liquide inflammable et mettent le feu. Quelques détenus tentent de fuir et sont abattus à leur tour par des patrouilles qui ratissent le camp. Cinq parviennent pourtant à échapper au massacre et raconteront.

Le 26 janvier 1945, à une heure du matin, un *Kommando* de SS chargé d'effacer les traces de la « solution finale » dynamite le crématoire V, le dernier des crématoires de Birkenau encore debout.

Des combats ont lieu aux environs d'Auschwitz. La débâdade des unités de la Wehrmacht est complète.

Sixième partie : L'EXTERMINATION DES JUIFS À AUSCHWITZ

L'histoire de l'humanité est jalonnée de massacres perpétrés à l'occasion des guerres. Ces massacres ne restent généralement pas sans contreparties. Ils s'inscrivent dans une démarche stratégique d'affaiblissement ou d'usure du potentiel démographique et combatif de l'adversaire, dans ce qu'il est convenu d'appeler la guerre totale, où la globalité des forces vives d'un pays, politiques, économiques, démographiques, est mobilisée en vue de la victoire. Ils relèvent de la criminalité de guerre.

La caractéristique essentielle du processus d'extermination des Juifs d'Europe engagé par les nazis est de s'inscrire hors de tout objectif d'ordre militaire ou stratégique. Le droit de vivre est tout à coup refusé à une catégorie d'êtres humains, du seul fait de son existence, en vertu de théories racistes selon lesquelles certaines races inférieures doivent disparaître. Ce nouveau type de crime reçoit la qualification de crime contre l'humanité, puis de génocide.

Tous les moyens qu'offrent les progrès de la science sont mis au service de l'appareil d'extermination concentrationnaire. Auschwitz, camp de concentration, devient alors centre de mise à mort et Birkenau, à partir du printemps 1942, se voit assigner un rôle majeur dans ce processus. Le rôle de centre de mise à mort altère jusqu'aux relations entre Juifs et non juifs, ces derniers ayant tendance à faire des Juifs leurs boucs émissaires.

1941, les prémisses

En juillet 1941, Hermann Göring transmet à Heydrich les instructions suivantes¹ :

« En complément de la mission qui vous a été confiée par le décret du 24 janvier 1939, c'est-à-dire de trouver sous forme d'émigration ou d'évacuation, selon les circonstances, la solution la plus favorable à la question juive, je vous charge par la présente de prendre vos dispositions pour

effectuer tous les préparatifs nécessaires à une solution finale de la question juive à l'intérieur de la zone d'influence allemande en Europe. Dans la mesure où d'autres services centraux sont concernés, ils devront participer à l'opération. Je vous charge ensuite de me présenter très prochainement le projet global des mesures organisationnelles, matérielles et pratiques à envisager pour parvenir à la solution finale à laquelle nous aspirons... »

Fin juillet 1941, Rudolf Höss, commandant du camp d'Auschwitz, est convoqué à Berlin par le *Reichsführer* SS Himmler. Dans son autobiographie, il rapporte ainsi les propos tenus par Himmler dans le secret de son bureau :

« Le *Führer* a donné l'ordre de résoudre définitivement la question juive. Nous SS, nous devons exécuter cet ordre. Les lieux d'extermination qui existent à l'Est ne seront pas en mesure de faire face à des actions projetées à une grande échelle. J'ai donc désigné à cette fin Auschwitz, tant en raison de sa situation avantageuse du point de vue transports que parce que cet espace peut facilement être isolé et camouflé. Tout d'abord j'avais l'intention de confier cette tâche à l'un des officiers supérieurs SS, mais j'y ai renoncé car je désire éviter d'avance les difficultés quant à la délimitation des compétences. Maintenant c'est à vous que je confie l'exécution de cette tâche. C'est un travail dur et difficile qui exige un dévouement total, quelles que soient les difficultés qui puissent apparaître. Vous apprendrez davantage de détails par le *Sturmbannführer* Eichmann du *RSHA* qui se présentera à vous très prochainement. Après votre entretien avec Eichmann, vous m'enverrez immédiatement les plans des installations prévues. Les Juifs sont les ennemis séculaires de la nation allemande et doivent être anéantis. Tous les Juifs qui nous tomberont sous la main seront exterminés pendant cette guerre. »

Eichmann se rend effectivement à Auschwitz en août 1941. Il y donne à Höss les précisions suivantes : le procédé de mise à mort envisagé est le gaz. Les installations nécessaires seront réalisées dans des bâtiments de ferme existant à l'angle Nord-Ouest du secteur III du camp de Birkenau, dissimulés aux regards par des haies et des

1. Heydrich a pris depuis 1939 la direction du *Reichssicherheitshauptamt* (Office central de sécurité du Reich), né de la fusion du *Hauptamt Sicherheitspolizei* (Gestapo, police secrète d'État et Kripo, police criminelle) et du *Sicherheitsdienst* (SD).

boqueteaux ; les corps seront enfouis dans des fosses longues et profondes, creusées dans les prairies adjacentes.

L'Office Central de la Sécurité du Reich (*RSHA*), dirigé par Reinhard Heydrich, met au point le plan détaillé d'arrestation et de déportation de 11 millions de personnes, définies comme étant d'origine juive en Europe.

Ce plan est présenté aux principaux responsables chargés de sa mise en oeuvre, le 20 janvier 1942 à Wannsee. Il prévoit le ratissage de toute l'Europe d'Ouest en Est et du Sud au Nord, afin de prendre toutes les personnes d'origine juive et de les évacuer vers l'Est, expression signifiant en langage codé de « les envoyer à la mort ».

Le 25 janvier 1942, Himmler fait prévenir l'inspecteur des camps de concentration de l'envoi de 100 000 Juifs et 50 000 Juives, évacués du territoire du Reich.

La *Kommandantur* entame le programme d'extermination dans les premiers mois de 1942, et les transports de Juifs commencent à arriver de Haute Silésie, de Slovaquie, de Yougoslavie, de France, de Belgique, de Hollande, d'URSS, puis d'Europe méditerranéenne.

1942

Les premiers convois en provenance de Haute Silésie, constitués de groupes de plusieurs centaines de personnes, sont envoyés au crématoire I du *Stammlager* et tués avec du Zyklon B. Les corps sont incinérés sur place. Le *Kommando* spécial (*Sonderkommando*) désigné pour assurer le fonctionnement des crématoires de Birkenau dès leur achèvement est formé le 1^{er} février 1942. 20 détenus juifs y sont affectés après avoir été préparés à leur « mission » au crématoire I du camp principal. Ces détenus sont logés au cachot 7 du *Block* 11 en attendant leur transfert à Birkenau, et isolés des autres détenus.

Les gazages à Birkenau débutent en janvier 1942, dans des chambres à gaz aménagées dans d'anciens bâtiments de ferme (maisonnette rouge et *Bunker* 1 d'abord, mis en service en janvier, puis maisonnette blanche et *Bunker* 2¹, mis en service à partir de juin 1942). Les Juifs arrivés par transports spéciaux à la gare de marchandises d'Auschwitz sont conduits directement à ces bâtiments à l'aspect accueillant et champêtre pour être gazés sans sélection préalable. Les corps sont ensevelis dans des fosses communes et les détenus affectés à cette tâche sont ensuite eux-mêmes éliminés par injection mortelle.

À l'occasion d'une de ses visites, Himmler suit tout le processus d'anéantissement : débarquement du train, sélection (elles ont été instaurées entre temps), liquidation par le gaz et évacuation des cadavres. Il est probable que la discussion finale ait porté sur les conclusions de cette opération et sur les choix techniques qui permettraient non seulement d'assassiner en masse mais également de détruire rapidement les cadavres pour effacer toutes traces du crime.

La chaleur de l'été 1942 et ses conséquences sur les fosses communes contraint la *Kommandantur* à décider l'incinération des corps. Début octobre 1942, l'accès à Birkenau est brusquement interdit sans laissez-passer. Le SS *Hauptsturmführer* Hössler reçoit mission de faire de déterrer et d'incinérer les cadavres enfouis dans les fosses communes. Un *Kommando* spécial est créé pour cette tâche. Il

1. Le Bunker 2 reste en activité jusqu'en automne 1944, et est détruit par les SS en 1945. Il avait approximativement 15 m de long sur 7 m de large.



Fosse pour l'incinération des cadavres en 1942.
© Musée d'État d'Auschwitz-Birkenau.

fonctionne par roulement. Malgré les restrictions de circulation qui doivent protéger le secret de cette opération, les nuages de fumée et la puanteur de la crémation suffisent cependant à confirmer les rumeurs sur l'élimination d'un grand nombre cadavres par crémation.

La mission s'achève le 30 novembre. 107 000 cadavres ont été extraits des fosses communes. Il s'agit de Juifs gazés dès le début des opérations d'extermination dans des convois de Haute Silésie, de ceux arrivés par convois avant le 21 septembre 1942 et des malades « irrécupérables » envoyés en chambre à gaz. Les 300 détenus du *Kommando* spécial qui ont participé à l'opération sont éliminés le 3 décembre à la chambre à gaz du camp Auschwitz I. Ainsi disparaissent les témoins détenus de cette opération². Les ordres d'Eichmann sont formels : « les détenus des Kommandos Spéciaux doivent être liquidés après chaque opération importante ».

Au cours de l'année 1942, entre le 3 mars et le 13 novembre, 45 convois du *RSHA* arrivent de France, le premier de Compiègne (composé de 1 112 Juifs originaires de divers pays d'Europe, réfugiés en France et arrêtés à Paris au cours d'opérations de police entreprises les 14 mai, 20 août et 12 décembre 1941 par les autorités françaises), les autres de Drancy³, de Compiègne à nouveau (convoi du 7 juin 1942), quelques-uns de Pithiviers et Beaune la Rolande, ou encore d'Angers Saint Laud (convoi du 23 juillet), l'ensemble représentant environ 45 000 déportés Juifs de France.

Les pays d'origine des autres convois arrivés en 1942 sont la Pologne (convois en provenance des ghettos de Dombrowa, Bendsburg, Warthenau, Gleiwitz, Sosnowitz, soit environ 25 000 personnes); les Pays-Bas (Wersterbork⁴ et Amersfoort, représentant une vingtaine de convois, d'effectif moyen de 850); la Belgique (Malines, dont le premier convoi arrive le 17 juillet et est suivi de quinze autres échelonnés jusqu'au 3 novembre 1942, représentant environ quinze mille personnes); la Yougoslavie (quatre convois entre août et

2. Cette mesure inquiète même les SS qui craignent de se retrouver en chambre à gaz comme le *Sonderkommando* afin que le secret des opérations soit gardé.

3. Drancy est le camp de regroupement et de transit des Juifs de France destinés à l'extermination. Il dépend de la SS et est mis en service dans une cité (la cité de la Muette) en cours de construction, mais déjà partiellement occupée et préalablement vidée de ses habitants.

4. Westerbork est, aux Pays Bas, le centre de regroupement et de transit des Juifs, comme l'est Drancy en France.

septembre), le Luxembourg (convoi du 27 août); la Tchécoslovaquie avec le premier convoi en provenance du camp-ghetto de Theresienstadt¹, le 28 octobre; la Russie (ghettos de Bialystok, Grodno, Plonsk, Mlawa), le Reich lui-même (convoi du 10 décembre).

La sélection à l'arrivée des trains est instaurée le 4 juillet 1942 sur un groupe de Juifs slovaques. Elle s'effectue sur la rampe de déchargement, une patrouille de garde SS entourant le train. Les personnes qui descendent des wagons sont séparées en deux groupes: ceux destinés au travail (hommes et femmes jeunes et en bonne santé), ceux destinés à la chambre à gaz (personnes âgées, enfants et leurs mères, femmes enceintes).



Séparation des hommes et des femmes sur la rampe de Birkenau.
© Yad Vashem.



Déportés rangés en vue de la sélection peu après l'arrivée d'un train.
© Yad Vashem.

Sur les instances du ministère de l'armement auprès de Himmler, et après l'intégration au Reich de la Haute Silésie, le *Brigadeführer* Schmelt reçoit l'autorisation de prélever 10 000 détenus sur les convois de Juifs venant de l'Ouest pour remplir les camps de travail destinés aux projets d'armement les plus importants. Ces sélections pratiquées à

1. Le secteur BIIb ou *Familienlager Theresienstadt* (ou *Familienlager*) est réservé aux familles envoyées du camp ghetto de Theresienstadt. 10 000 personnes environ y sont amenées entre septembre et décembre 1943 (1^{re} vague). 1 100 périssent des suites de leurs conditions de détention, 3700 sont exterminées en chambre à gaz. C'est aussi sur cette population que sont prélevés à la fois des médecins-détenus aides et des enfants-cobayes sur lesquels le « docteur » Mengele pratique ses expériences pseudo-scientifiques (expériences sur les jumeaux et expérimentations de méthodes de stérilisation). Les détenus juifs de ce secteur sont mieux traités que les autres et leur camp parfois visité, pour faire taire les rumeurs qui circulent à l'Ouest, sur l'extermination des Juifs à Auschwitz.

Cosel, à l'insu du *RSHA*, donnent lieu à des échanges de détenus qui compliquent leur gestion, engendrent des retards dans les trains et favorisent quelques évasions. Ces ponctions, opérées au passage des convois, expliquent le peu de détenus épargnés dans certains convois, à l'arrivée à Auschwitz.

Parallèlement au processus d'extermination, des sélections à grande échelle se produisent, notamment au camp des femmes où entre le 1^{er} et 4 octobre 1942, 3800 détenues sont envoyées en chambre à gaz, sans qu'il soit possible de définir avec précision leur origine.

Le 5 octobre, un massacre collectif de Juives françaises est commis à la compagnie disciplinaire: 90 femmes sont tuées à coups de matraque, de crosse de fusil et de hache ou défenestrées du premier étage. Les coupables sont des détenues d'encadrement allemandes, droit commun ou prostituées, et des sentinelles SS. Le motif invoqué, une soi-disant révolte, reste obscur. Ce massacre est connu sous le nom de « massacre de Budy ». Le commandant du camp fait ouvrir une enquête et quelques-uns des responsables sont châtiés ou mutés.

En fin d'année, vers le 16 décembre 1942, le chef de l'Amt IV du *RSHA*, le général SS Müller, met au point un plan de déportation de 45 000 Juifs (dont 30 000 du district de Bialystok) pour alimenter en main-d'œuvre les usines d'armement. À l'issue de la sélection à laquelle sont soumis les Juifs déportés à Auschwitz, 10 à 15 000 sont laissés en vie. Le rapport indique qu'en application « d'une norme acceptable » (!!!), il reste, après sélection des Juifs arrivés à Auschwitz, au moins 10 000 à 15 000 travailleurs ». La proportion de « cette norme acceptable » est donc voisine de 30 %, ce qui permet de déduire que deux tiers environ des Juifs arrivés au cours de l'année 1942 ont été gazés.

1943

Les opérations de 1943 touchent les Juifs de Pologne (environ 88 000 Juifs, dont ceux envoyés à Auschwitz après l'insurrection du ghetto de Varsovie en avril-mai 1943), de France (environ 12 000), des Pays Bas (environ 20 000), de Belgique (environ 3 000), de Grèce (environ 45 000), d'Allemagne (environ 25 000), de Tchécoslovaquie (Theresienstadt environ 7 000), d'Italie (fin 1943, environ 2 000), de Russie (Biélorussie, environ 17 000)², auxquels doivent être ajoutés les convois de Tziganes d'Allemagne, d'Autriche, de Tchécoslovaquie, de Biélorussie.

1943 est également l'année de mise en service des grandes installations d'extermination de Birkenau. Les Crématoriums II et III livrés respectivement les 31 mars et 25 juin 1943 comportent des installations en sous-sol, les Crématoriums IV et V livrés le 22 mars 1943 pour le premier et le 4 avril 1943 pour le second, n'ont pas de cave. Ces quatre grands crématoriums modernes comprennent chacun trois parties: un local pour les fours crématoires, un lieu de déshabillage et une chambre à gaz.

Après la mise en service des grands crématoriums de Birkenau, Le *Bunker I* est détruit tandis que le *Bunker II* sert encore en 1944 et en cas d'urgence.

En juillet 1943, tous les détenus juifs, à l'exception de ceux originaires de Pologne et de Grèce, reçoivent l'ordre

2. Les chiffres cités résultent de calculs effectués à partir des données sur les convois arrivant à Auschwitz dans le *Kalendarium d'Auschwitz*. Ils ne constituent que des ordres de grandeur.



Vue aérienne prise par l'aviation américaine montrant les crématoires II et III. © USHMM.



Le crématoire V au milieu d'un bois.
© Musée d'État d'Auschwitz-Birkenau.

d'écrire à leur famille et de leur demander d'envoyer des colis de vivres. Dans leur lettre, ils doivent écrire qu'ils sont en bonne santé et que tout va bien et, en outre, indiquer comme adresse : « *Arbeitslager* Birkenau, Postamt Neu-Berun ». Cette opération est destinée à réfuter ou mettre en doute l'authenticité des informations concernant l'extermination des Juifs à Birkenau, dont l'opinion mondiale a connaissance par le canal du mouvement de résistance intérieure du camp.

Le 23 octobre 1943, 1 800 Juifs, hommes, femmes et enfants, munis de passeports les autorisant à émigrer vers l'Amérique latine sont envoyés de Bergen-Belsen à Auschwitz. Ils comprennent le sort qui les attend en découvrant qu'ils ont été amenés à Auschwitz, connu par certains Juifs polonais. Après séparation des femmes et des hommes, les premières conduites au crématoire II, les seconds au crématoire III, ordre est donné de se déshabiller. Certaines femmes comprennent alors que la situation est désespérée et l'une d'elles jette ses vêtements sur le SS *Unterscharführer* Schillinger, s'empare de son revolver et lui tire dessus à trois reprises (il meurt peu après), puis blesse un autre SS. Les autres femmes se jettent à mains nues sur les SS, griffés et mordus. Des renforts arrivent et plusieurs femmes sont abattues, les autres sont gazées. Dans la soirée les SS tirent à la mitrailleuse au hasard dans le camp pour venger Schillinger et abattent une quinzaine de détenus.

En plus des convois constitués, des malades, femmes, enfants et vieillards des camps de travail forcé instaurés en Haute Silésie sont envoyés pour être gazés à Birkenau.

1944

L'année 1944 présente cette caractéristique d'être à la fois l'année du repli quasi général des armées allemandes sur l'ensemble des fronts et l'année la plus intense du processus d'extermination des populations juives à Auschwitz, auquel il n'est mis fin qu'en novembre 1944.

Harcelée par les armées alliées qui ont percé les frontières du Reich et l'avancée rapide de l'Armée rouge, la SS accélère le programme d'extermination en déportant les Juifs vers Auschwitz, seul centre de mise à mort encore à leur disposition dans les territoires occupés. Des convois de Juifs arrivent ainsi de Trieste, Drancy, Malines, Westerbork, Theresienstadt, Radom, Lodz, Plaszów, Kowno, Fossoli di Carpi, Athènes, Corfou, Rhodes, Pusków, Blizyn, ainsi que de Hongrie, de Slovaquie et de Galicie.

Le 22 mars 1944, le *Los Angeles Times* rapporte :

« La Pologne dénonce des massacres. Londres, 21 mars (AP).

Le ministère polonais de l'Information a déclaré ce jour que plus de 500 000 personnes, essentiellement des Juifs, auraient été tuées dans le camp de concentration d'Auschwitz, situé au Sud-Ouest de Cracovie. Dans un rapport détaillé sur les atrocités commises par les nazis, le ministère démontre l'existence dans le camp de trois crématoires destinés à faire disparaître 10 000 cadavres par jour. Toujours selon ce rapport, à proximité des crématoires, des chambres à gaz auraient été installées, à l'intérieur desquelles des hommes, des femmes et des enfants seraient tués en 10 ou 15 minutes. Toutefois les livraisons de gaz étant insuffisantes, il arriverait que certaines personnes ne soient pas encore mortes au moment de leur transport au crématoire ».

L'extermination des Juifs de Hongrie, opération majeure déclenchée en 1944, soulève des difficultés qu'Hitler, comme à son habitude, résout par la force. Le 19 mars 1944, à la suite du refus de l'amiral Horthy de consentir à placer l'armée, la police et l'économie hongroise sous le contrôle du Reich, l'armée allemande passe la frontière et met en place un gouvernement de complaisance dirigé par Sztójay, auprès duquel le ministre allemand plénipotentiaire général en Hongrie, le Dr Edmund Veesenmayer, joue un rôle déterminant dans l'application du processus d'extermination, en liaison avec Eichmann.

La planification mise au point par ce dernier prévoit quatre trains de Juifs hongrois par jour, rythme ramené à 3 trains, pour un total de 111 convois prévus. Höss sera l'exécutif zélé de cette opération dite « Opération Höss ». Le calendrier de déportation des Juifs de Hongrie est arrêté au cours d'une conférence à Vienne le 4 mai 1944, au terme de laquelle il est prévu : dix camps de regroupement et de départ dans les Carpates (zone I, rassemblant environ 200 000 Juifs), en Transylvanie (zone II, 110 000 Juifs), en région nord de Budapest (zone III, 65 000 Juifs environ), en région est du Danube, Budapest exclu (zone IV, 45 000 Juifs environ). Il est prévu quatre à cinq convois de 3 000 personnes par jour à partir de la mi-mai.

En mai 1944, Höss, nommé délégué à l'extermination des Juifs de Hongrie par Himmler, revient au KL Auschwitz. Au

cours de son procès il en explique ainsi les raisons : une plainte est déposée par le *RSHA* contre Liebehenschel sous le prétexte que le démantèlement du réseau des informateurs aurait favorisé le développement du mouvement de résistance des détenus, par ailleurs le commandant du camp de Birkenau se serait révélé inapte à la tâche qui lui est confiée. Eichmann effectue une liaison sur Auschwitz dans le cadre du programme d'extermination des Juifs de Hongrie et déclare constater des imperfections et des retards imputables au commandement. Il se dit en conséquence favorable à la désignation de Höss comme délégué à l'extermination des Juifs de Hongrie. Ce dernier s'engage de plus à « former » les nouveaux commandants à leur tâche : Richard Baer (adjoint de Pohl au WVHA, qui remplace Liebehenschel) pour le camp Auschwitz I, Josef Kramer (remplaçant de Hartjens-tein), pour Birkenau.

Le *Kommando* spécial chargé des crématoires est renforcé d'une centaine de détenus le 15 mai 1944. Il atteint l'effectif de 900 détenus le 1^{er} août 1944, répartis en équipes de jour et de nuit.

Les 16 mai-17 mai 1944 : longue interdiction de sortir des *Blocks* pour les détenus de Birkenau. Ce jour-là arrivent trois trains de Hongrie. Les arrivants doivent décharger leurs bagages et se mettre en rang par cinq, et après sélection, sont conduits vers les crématoires. À partir de cette nuit-là toutes les cheminées des crématoires se mettent à fumer et des fosses d'incinération sont creusées pour permettre d'accélérer l'élimination des cadavres.

Les Juifs non immédiatement envoyés en chambre à gaz sont placés « en dépôt » en attendant que leur sort soit fixé.

Le supplément au rapport périodique du mouvement de résistance du camp témoigne en ces termes de la période allant du 5 au 25 mai 1944 :

« Auschwitz-Opération Höss. Depuis la mi-mai, convois massifs de Juifs hongrois. Huit trains chaque nuit et cinq chaque jour. Les convois sont composés de 48 à 50 wagons, chaque wagon contient 100 personnes. Dans ces convois arrivent des « colons ». À chaque train de colons sont rattachés deux wagons transportant du bois de construction que les colons déchargent sur la « rampe de la mort » et portent vers un autre endroit où ils l'empilent en bûchers (...) qui leur sont destinés. Afin de simplifier le travail, les individus sont déjà isolés, par exemple les enfants voyagent dans des wagons spéciaux. Les trains fermés restent sur une voie spéciale plusieurs heures en attendant le déchargement (...) ils attendent dans le petit bois situé à proximité ».



Femmes et enfants en attente dans le bois avant leur envoi à la chambre à gaz. © Yad Vashem.



Crémation en plein air. Photo réalisée clandestinement à Auschwitz en août 1944 par un membre de la résistance intérieure du Sonderkommando.
© Musée d'État d'Auschwitz.

Le 25 mai, plusieurs dizaines de Juifs arrivés le soir essaient de se cacher dans les fossés et tentent de s'évader. Ils sont tous abattus à la lueur des projecteurs.

Le 25 mai toujours, le Dr Edmund Veessenmayer, ministre allemand plénipotentiaire général en Hongrie, informe les Affaires étrangères à Berlin que 150 000 Juifs des Zones I et II ont été expédiés à leur destination et que les convois de Zone III rassemblant environ 65 000 personnes doivent partir entre le 11 et le 16 juin.

Le 13 juin, il communique les informations suivantes : la déportation des Juifs des Carpates et de Transylvanie (zones I et II) s'est achevée le 7 juin. Au total 289 357 Juifs ont été acheminés à leur lieu de déportation en 92 trains de 45 wagons. La concentration des Juifs de la zone III a pris fin le 10 juin. Pour acheminer les 67 000 déportés, 21 trains sont prévus. La concentration des Juifs de la zone IV doit s'achever le 24 juin. La déportation de ces quelque 45 000 Juifs devrait être terminée entre le 25 et le 28 juin.

Le 17 juin, Veessenmayer informe Ribbentrop que près de 340 000 Juifs sont déportés de Hongrie vers le territoire du Reich et que, selon les calculs, ce chiffre pourrait être doublé d'ici la fin du mois de juillet pour atteindre 900 000.

Le 30 juin, il rend compte de la déportation de 50 805 Juifs de zone III, ce qui porte le total à 340 162 pour les zones I, II et III.

Un communiqué du 3 juillet 1944 retransmis par le service d'écoute des radios étrangères de Berlin fait état de l'information retransmise en espagnol par la BBC selon laquelle 400 000 Juifs de Hongrie auraient été déportés et gazés « en Allemagne » et 350 000 subiraient le même sort prochainement.

Le 11 juillet 1944, Veessenmayer fait à nouveau le point concernant les Juifs de Hongrie : la déportation de 55 741 Juifs de zone V (Ouest Danube sans Budapest) prend fin le 9 juillet, ce qui porte l'effectif total, toutes zones confondues, à 437 402 personnes¹.

En juillet et août 1944, la *Kommandantur* d'Auschwitz fait approvisionner des tamis qui servent à trier les ossements humains calcinés passés dans des mortiers pour être réduits en poussières et jetés dans les cours d'eau et étangs voisins.

L'opération d'extermination des Juifs de Hongrie terminée, Höss quitte Auschwitz le 29 juillet 1944. Baer, commandant Auschwitz I, devient *Standortälteste* et le reste jusqu'à l'évacuation du camp. Höss sera encore envoyé en septembre par Himmler pour étudier les moyens de faire disparaître Auschwitz.

L'extermination en chambre à gaz cesse en novembre 1944. Himmler, afin d'éviter que des traces ne révèlent aux armées alliées les assassinats par gaz toxique, donne le 26 novembre 1944 l'ordre de détruire les fours crématoires et les chambres à gaz. Le dernier convoi traité est celui du 3 novembre 1944.

Au cours des mois de novembre et décembre les installations techniques des crématoires II et III sont démontées pour être transportées au camp de Gross Rosen. Seul le crématoire V reste en fonction jusqu'à fin janvier 1945, pour incinérer les morts de maladies ou d'épuisement.

Lorsque le démontage des installations d'extermination commence, les sélections parmi les détenus cessent. Désormais ils meurent « de mort naturelle ». Plus personne n'est gazé.

Le 1^{er} décembre 1944 est constitué un *Kommando* de femmes qui a la charge de nettoyer le terrain, de remblayer

et recouvrir d'herbe toutes les fosses qui ont servi à l'incinération des cadavres. Les détenues doivent en outre passer au tamis les cendres qui vont être versées dans la Vistule. En même temps un *Kommando* d'hommes réalise les forages nécessaires à la mise en place des explosifs qui détruiront les chambres à gaz.

Les détenus de ces *Kommandos* évitent néanmoins autant qu'ils le peuvent de sortir des fosses les cendres de ceux qui ont été tués avec l'espoir que ces restes humains parsemés d'os à moitié calcinés prouveront le génocide qui a été perpétré en ces lieux.

L'importance prise par le centre de mise à mort de Birkenau dans le processus d'extermination des Juifs a pu être reconstituée par les documents compromettants qui ont été retrouvés. Tout en comportant de nombreuses lacunes, ces documents restent instructifs, précis et accablants. Ils ont été complétés par les dépositions des membres de la SS, par les journaux tenus par des médecins du camp qui ont participé à certaines séances de gazage, enfin par les témoignages de rescapés ou de témoins et les écrits retrouvés des membres du *Sonderkommando*.

Le nombre de victimes des chambres à gaz ne peut qu'être évalué, car dès l'origine les SS ont tenu rigoureusement secrets les dossiers des personnes envoyées directement à la mort, qui sont de loin les victimes les plus nombreuses.

Selon une étude de Georges Wellers, publiée par la revue du Centre de documentation juive contemporaine de Paris (N° 112, oct.-déc., 1983), le nombre de morts dans les chambres à gaz d'Auschwitz s'élève en tout cas à au moins 1 334 100 personnes, réparties en 1 323 000 Juifs, 6 430 Tziganes, 1 065 prisonniers de guerre soviétiques, 3 665 de diverses autres provenances.

Septième partie : LA RÉSISTANCE À AUSCHWITZ

Le climat de terreur entretenu par les SS a pour but d'empêcher toute forme de solidarité et a fortiori toute idée même de résistance, chez les détenus. Elles aboutissent pourtant partout où cela reste humainement possible, au résultat inverse, suscitant un resserrement des liens entre les différents groupes de détenus.

Des socialistes et des militaires de carrière polonais créent les premiers réseaux intérieurs, en 1940. En 1941, l'organisation militaire polonaise s'affirme et instaure un commandement militaire unifié en 1942. Elle sera complètement démantelée la même année.

Ne perdant pas l'espoir de recouvrer un jour la liberté, ces hommes et ces femmes poursuivent un combat occulte pour révéler au monde les crimes commis par les SS, pour sauver

la vie de leurs camarades malades, et plus généralement pour conserver leur dignité.

Ils réussissent à nouer des contacts avec la population polonaise environnante par l'intermédiaire de civils employés à l'agrandissement du camp par les firmes allemandes et font passer des messages décrivant les atrocités commises. L'une des filières permet également d'introduire dans le camp des médicaments et des vivres clandestins pour les malades. Enfin une connivence s'instaure avec la résistance extérieure pour venir en aide aux évadés.

Le *Kalendarium* d'Auschwitz mentionne deux à trois évasions par semaine, surtout dans les *Kommandos* extérieurs² et les annexes. Ces évasions ne concernent qu'un faible nombre de détenus, et sont suivies de représailles collectives particulièrement redoutables sur les autres. Ainsi, le 6 juillet 1940, après l'évasion constatée d'un détenu polonais, l'appel du soir se prolonge jusqu'au lendemain 7 juillet, 14 heures. Un détenu juif polonais, déjà fortement maltraité, meurt au cours de cet appel, première victime de la répression collective. Höss instaure un nouveau mode de répression qui se veut plus dissuasif,

1. Dans son rapport pour Cracovie, le mouvement de résistance intérieur donne les informations suivantes : à partir du 13 juin interruption de plusieurs jours dans l'arrivée des convois de Juifs hongrois. Pour la période comprise entre le 16 mai et le 13 juin, plus de 300 000 Juifs hongrois sont arrivés dans 113 trains ; auquel il faut ajouter un convoi de Juifs français (2 500), un convoi de Juifs italiens (1 500), deux convois de Juifs tchèques (50) ayant à leur tête le chef du ghetto tchèque de Theresienstadt qui, en compagnie de sa famille a été immédiatement gazé. De plus, 100 citoyens britanniques et américains d'origine juive ont été internés et soumis à un traitement à part. L'évacuation des Polonais et des Russes, considérés comme des éléments dangereux dans le camp, se poursuit. En juin 4 500 détenus, dont 2 900 Polonais et 1 600 Russes, sont évacués en trois convois.

2. Au *Kommando* de *Neu-Dachs* (Jaworzno) des détenus réussissent à creuser un tunnel qui ressort dans la forêt voisine, mais sont dénoncés le 18 octobre 1943 par un *Kapo*, avant d'avoir pu fuir. 19 sont condamnés à mort par pendaison.

consistant à prélever des otages dans les *Blocks* d'où sont issus les évadés, à les enfermer et à les laisser mourir de faim dans les cachots du *Block 11*¹. Quant aux évadés repris, ils sont soit fusillés, soit pendus en public soit, à partir de fin 1943, envoyés en compagnie disciplinaire². Des évasions se produisent chez les femmes, notamment à la compagnie disciplinaire de Budy.

Avec l'aide de « mouchards », la Gestapo réussit cependant à identifier des responsables de la résistance clandestine aussitôt isolés, torturés et exécutés, tandis que d'autres, seulement suspects, sont transférés préventivement vers d'autres camps. Les structures clandestines sont alors disloquées et tout est à refaire.

En 1943, la direction militaire de la résistance intérieure patiemment mise sur pied et unifiée dès 1942 est quasiment anéantie. De nombreux officiers sont exécutés.

Deux nouveaux pôles de résistance se constituent alors, autour des communistes et des socialistes, l'un au camp principal autour de Józef Cyrankiewicz, l'autre à Birkenau, dont en particulier le groupe du secteur BIIIF, ou groupe de l'hôpital, dont la mission est de sauver le maximum de malades.

Les membres de ces organisations sont souvent employés dans des *Kommandos* extérieurs et disposent de facilités de circulation dans les différentes parties du camp³ ce qui permet de faire passer et de recueillir des informations de première importance.

En été 1943, une organisation clandestine est créée au camp des femmes. Elle entretient des contacts réguliers avec celle des hommes, lui passant de nombreuses informations et des documents.

À la charnière des années 1942-1943, des groupes de résistance d'autres nationalités se forment. Parmi les premiers figure le groupe autrichien, peu nombreux mais très actif, composé de communistes, de membres des Brigades internationales issus de la guerre d'Espagne et de sociaux-démocrates, récemment transférés de Dachau à Auschwitz. L'un des principaux responsables de ce groupe est Hermann Langbein⁴, qui occupe la fonction de secrétaire du médecin-chef de la garnison.

Des groupes clandestins d'autres nationalités apparaissent peu à peu : au camp principal, un groupe russe de rescapés, particulièrement actif sous l'impulsion de quelques officiers, dont le capitaine Victor Ivanov, et à Birkenau, sous celle du professeur Ivan Mironov.

Un groupe clandestin français est créé, en 1942, au camp des hommes autour du communiste Georges Varennes et au camp des femmes, en 1943, autour de Danielle Casanova et Marie-Claude Vaillant-Couturier.

En 1943 également apparaît un groupe allemand composé de communistes, de sociaux démocrates et d'anti-fascistes, fondé par Bruno Baum. Tchèques et Yougoslaves ne sont pas

en reste et forment des groupes clandestins, au sein desquels les femmes yougoslaves se distinguent.

Enfin, un groupe de Juifs particulièrement menacé d'extermination prend naissance au sein du *Sonderkommando*, autour de Zalmen Gradowski, Jankiel Handelsmann, et Kaminski. Ce *Kommando* regroupe les détenus employés dans les différents crématoires et en charge des bûchers d'incinération en plein air, que les SS promettent à l'extermination pour supprimer les témoins gênants de leurs crimes. Afin de sauver leur vie, ils se révoltent le 7 octobre 1944 et réussissent à détruire, à l'aide d'explosifs obtenus avec la complicité de femmes de la résistance intérieure, une partie du crématoire IV. Les membres du *Sonderkommando* sont presque tous massacrés⁵.

Les différents groupes prennent conscience de la nécessité de coordonner leurs activités, et en mai 1943, à l'initiative du groupe autrichien, des discussions aboutissent à la fusion des différents groupes nationaux en une seule organisation internationale, le *Kampfgruppe Auschwitz*, ou groupe de Combat Auschwitz.

Les activités de résistance poursuivent plusieurs objectifs :

- transmettre des informations vers le monde libre et réunir des documents destinés à confondre les criminels nazis,
- lutter pour la conquête des postes de responsabilité interne par des détenus politiques au détriment des « verts »,
- préparer des évasions en liaison avec la résistance extérieure,
- repérer et éliminer des indicateurs de la section politique,
- apporter aide et assistance aux autres détenus,
- préparer le déclenchement de l'insurrection finale.

Au nombre des succès figure la déstabilisation de Höss en novembre 1943, relevé de son poste « parce que la radio anglaise diffuse trop d'informations relatives à l'extermination des Juifs à Auschwitz »⁶.

Les risques de toute action visant à organiser la résistance et la solidarité restent considérables comme le montrent les quelques exemples qui suivent.

Le 7 septembre 1943, des détenus du camp de Buna, soupçonnés d'activités clandestines au sein d'une organisation de résistance politique de gauche, dénoncés par des mouchards, sont enfermés au *Block 11*. La plupart sont fusillés, dont le Juif Walter Windmüller, l'un des chefs clandestins de la résistance de Buna-Monowitz.

Le 16 septembre 1943, la section politique découvre l'existence de l'organisation militaire du *Kampfgruppe* et ses activités à Birkenau et dans le camp de Buna : 74 détenus sont aussitôt mis au cachot, parmi lesquels des médecins, des hommes politiques, des avocats et des artistes. La plupart d'entre eux sont fusillés le 11 octobre 1943, dans la cour du *Block 11*.

1. Voir aussi à ce sujet *Mémoire Vivante* n°41, § la mort.

2. Dans la période où Liebehenschel remplace Höss, les repris sont généralement transférés dans un autre camp (Mauthausen ou Flossenbürg), après passage à la compagnie disciplinaire.

3. C'est le cas du *Kommando* des relevés topographiques qui travaille à l'intérieur de la zone d'intérêt du camp de 40 km², ainsi que des *Kommandos* agricoles.

4. Placé au cachot au *Block 11* sur demande de la section politique le 28 août 1943, il en sort le 3 novembre et finit par être transféré à Neuengamme le 25 août 1944.

5. Quelques rescapés, évadés lors de l'évacuation du camp, témoignent après la guerre devant la justice sur les exterminations massives dans les chambres à gaz : Stanislas Jankowski (27675, Drancy 1942), Szlama Dragon (80359, ghetto de Mława 1942), Henryk Tauber (1943, ghetto de Cracovie). Des manuscrits bouleversants de cinq membres du *Sonderkommando*, Zalmen Gradowski, Zalmen Lewental, Chaïm Herman, un prénommé Lejb, et un demeuré inconnu.

6. Procès Höss, témoignage du jardinier de Höss, Stanislaw Dubiel. Höss revient à Auschwitz en 1944, pour superviser l'extermination des Juifs de Hongrie.

Des luttes internes de pouvoir, qui opposent au sommet le *RSHA* et le *WVHA* quant à la mise au travail des détenus, et particulièrement à l'emploi des Juifs, secouent parfois les rouages de l'administration et du commandement SS, dans le camp dont elles sont le reflet local. La résistance intérieure tente d'en tirer profit pour obtenir un adoucissement du régime disciplinaire.

Ainsi, dans la seconde moitié de l'année 1943, une lutte sournoise oppose la section politique (*Gestapo*) et la *Kommandantur*. Dans ce contexte une commission d'enquête SS, mandatée par Himmler est chargée officiellement d'éclaircir l'origine de malversations commises par certains responsables, notamment pour « vols de biens ayant appartenu à des Juifs envoyés à la mort ». Son arrivée coïncide avec la diffusion par radio Londres d'informations sur les crimes des SS à Auschwitz et la divulgation de noms de responsables SS. Ces informations proviennent de la résistance clandestine¹.

Le rappel de Höss, la réorganisation du commandement des différentes composantes du complexe d'Auschwitz et l'arrivée de Liebehenschel, se traduisent par une perte d'influence de la Section politique, très mal vécue par ses membres. Désormais en effet les décisions d'emprisonnement et d'exécution de détenus dans les cachots du *Block 11* relèvent du seul commandant du camp ou du *Lagerführer* et non plus de la section politique.

Ces résultats exercent une influence positive sur l'état d'esprit des détenus et entraînent temporairement une amélioration des conditions de vie au camp. Ils ne changent en revanche rien de fondamental dans le comportement brutal et les exactions commises par l'encadrement direct. La Section politique s'efforce de reprendre la main et de montrer que seule la terreur reste efficace dans ce camp, entourée d'une population patriote, hostile à l'Allemagne et fortement organisée. Le départ de Liebehenschel, le 8 mai 1944, et l'arrivée de Richard Baer, suivie par le retour de Höss, marquent le terme de cette embellie et un nouveau raidissement du commandement.

Des cellules clandestines continuent donc de noter soigneusement les crimes commis, et de faire sortir des documents de preuve issus de l'*Arbeitseinsatz* ou des *Schreibstuben*.

Parmi les plus importants documents figurent :

- le registre du Bunker,
- le registre de la morgue,
- la liste des détenus gazés ou assassinés (hors convois d'extermination des Juifs)
- les plans des crématoires et chambres à gaz,
- les listes d'arrivée et le numéro des convois arrivés à Auschwitz.

À mesure que se dégrade la situation militaire du Reich, les responsables de la résistance intérieure du camp d'Auschwitz redoutent un massacre général des détenus et préparent les plans d'une insurrection, qui doit être appuyée par l'armée polonaise de l'intérieur.

À l'inverse, le commandement SS craint une révolte des détenus et prend des mesures préventives. Dès mars 1944,

1. Un communiqué de la résistance intérieure annonce que la section politique ne joue plus qu'un rôle secondaire, que les plus grands criminels, Grabner, Boger, Woznica, Palitzsch sont relevés de leur fonction et mutés mais qu'en raison d'une enquête les visant, ils parviennent à incendier le bâtiment de la section politique et à détruire les documents compromettants pour eux.

compte tenu du grand nombre de détenus regroupés dans le complexe d'Auschwitz² et de la situation militaire défavorable du III^e Reich, Himmler envisage la mise en place d'une division de réserve et fait mettre au point un plan particulier de défense et d'acheminement de renforts des formations de la Wehrmacht stationnées à proximité. La destruction des preuves commence³.

L'intensification des activités du mouvement de résistance, le nombre croissant d'évasions et la révolte du *Sonderkommando*⁴ menacé d'être liquidé, provoquent un raidissement de la SS dans le camp et entraînent l'accélération du processus d'évacuation des non juifs Polonais et des Russes vers les camps du centre de l'Allemagne. Fin novembre, Himmler ordonne la destruction des installations de mise à mort et des crématoires et l'effacement des traces des crimes.

La dispersion de la plupart des responsables de la résistance annihile tous les projets, notamment celui d'insurrection généralisée. Mais jusqu'en janvier 1945, les SS n'entreprennent rien qui puisse compromettre définitivement le fonctionnement du camp d'Auschwitz, dans l'hypothèse d'une issue de la guerre, favorable au III^e Reich.

En définitive, il apparaît que si une résistance quelque peu structurée a bien existé à Auschwitz, elle n'a concerné qu'un nombre restreint de détenus, « politiques », qu'elle n'a jamais été très influente sur la masse compte tenu de l'immensité de ce camp soigneusement cloisonné en secteurs étanches, ni pu coordonner d'action réellement concertée de solidarité. Son activité a surtout porté sur la transmission d'informations vers le monde libre, renseignements précieux pour les Alliés qui entreprennent des bombardements d'installations jugées stratégiques (usines de la Buna) et, après la guerre, renseignements particulièrement précieux pour les tribunaux qui ont à juger les responsables du camp. Ils ont également, et ce n'est pas leur moindre mérite, contribué à une prise de conscience des gouvernements alliés et à leur volonté commune de créer des institutions juridiques sérieuses qui auraient à juger les crimes nazis dans des conditions de coopération parfaitement établies, n'ayant plus rien de commun avec ce qui avait été qualifié de « farces judiciaires de 1919 ».

2. Un rapport remis par le SS Pohl à Himmler fait état le 5 avril 1944 du chiffre d'environ 67 000 détenus répartis en 16 000 pour Auschwitz I, 15 000 hommes et 21 000 femmes pour Auschwitz II, 15 000 hommes pour Auschwitz III.

3. Vers le 5 mai 1944, le mouvement de résistance clandestin indique que les Allemands s'emploient à effacer les traces de leurs crimes : l'ancien crématoire d'Auschwitz I est transformé en abri antiaérien, le mur des morts entre les *Blocks* 10 et 11 est démoli. Le sable, imprégné de sang sur deux mètres de profondeur, est retiré.

4. La révolte du *Sonderkommando* : Le 7 octobre 1944, la SS décide de réduire de 300 l'effectif des *Kommandos* des crématoires IV et V. Les détenus, tous juifs, alertés, décident de résister. À l'aide de haches et de pierres ils attaquent les SS qui tentent de s'approcher et mettent le feu au crématoire IV. Ceux du crématoire II croyant au signal d'insurrection passent aussi à l'action, ouvrent une brèche dans le barbelé puis dans la clôture du camp du secteur B1b et s'enfuient. Les détenus du crématoire III ne bougent pas. Les révoltés font sauter le crématoire IV à l'aide d'explosifs que leur ont fournis des détenues femmes.

Une enquête est ouverte et menée par la section politique. Les interrogatoires accompagnés de tortures durent plusieurs semaines. Des détenus meurent de leur torture dans les cachots du *Block 11*. Aucune trace écrite de leur condamnation ou de leur exécution n'apparaît nulle part. Les quatre détenues juives accusées de complicité dans l'organisation de la révolte des membres du *Sonderkommando* sont pendues au camp des femmes du KL. Les 451 membres du *Sonderkommando* sont exécutés.

La révolte du *Sonderkommando* reste la seule manifestation collective concertée de résistance ouverte bénéficiant de complicités extérieures. Elle se termine par un massacre quasi-généralisé des membres du *Sonderkommando* et de leurs complices.

LA FIN DU CAMP ET LA LIBÉRATION

Le 18 janvier 1945, les autorités du camp commencent en toute hâte l'évacuation.

Une partie des détenus est conduite à Wlodzislaw Slaski et évacuée par trains découverts vers d'autres camps. La saturation de certains de ces camps et l'incohérence qui règne dans les hauts échelons de la hiérarchie SS fera errer certains de ces convois des semaines entières sans destination précise.

L'évacuation à pied concerne plus de 58 000 détenus et constitue le chapitre final de l'enfer d'Auschwitz, les routes d'évacuation étant jonchées de cadavres de détenus abattus froidement parce qu'incapables de poursuivre la marche, ou morts d'épuisement, de détresse et de froid.

L'offensive Vistule-Odra lancée par les forces principales de l'Armée soviétique, huit jours avant la date prévue, place Auschwitz dans la zone d'action du 1^{er} Front ukrainien.

Le 27 janvier 1945, les soldats de la 60^e Armée du 1^{er} Front ukrainien ont pour mission de libérer Auschwitz. La 100^e division d'infanterie, la plus rapide, arrive à Monowitz le matin du 27 janvier.

Vers midi, les soldats de l'Armée rouge font leur entrée au centre d'Auschwitz acclamés par la population polonaise qui surgit des décombres et, dans l'après-midi, investissent les environs du camp principal et de Birkenau, mais se heurtent à la résistance d'unités allemandes qui se replient. Vers 15 heures, les premières troupes entrent dans les camps de Birkenau et d'Auschwitz et découvrent près de 8 000 moribonds hagards parmi lesquels des enfants, restés au camp. Cette action empêche les SS de poursuivre comme ils en avaient l'intention, la liquidation des derniers témoins.

Au cours des années suivantes les responsables d'Auschwitz sont jugés et pour la plupart condamnés à mort par des tribunaux internationaux ou par les juridictions des nations sur les territoires desquels les crimes ont été commis, notamment pour ce qui concerne Auschwitz, lors du procès de Cracovie.

Aujourd'hui, des hommes fanatiques et nostalgiques du nazisme nient l'existence des chambres à gaz et tentent de minimiser les crimes nazis.

En même temps, la communauté internationale et la plupart des États se dotent des instruments juridiques nécessaires pour condamner le crime contre l'humanité, le génocide ou les apologistes de tels crimes. C'est sans nul doute l'héritage légué au monde par les victimes d'Auschwitz et des autres camps de la mort. Il reste aux générations suivantes à l'assumer avec courage et détermination.

Dossier réalisé par l'équipe de rédaction de *Mémoire Vivante*.



Höss lors de son procès devant la cour nationale suprême de Pologne.
© Ed. Interpress.

SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES ET DOCUMENTAIRES

- Cardon-Hamet, Claudine, *Mille otages pour Auschwitz, Le convoi du 6 juillet 1942 dit des « 45 000 »*, préface de François Bédarida, Fondation pour la Mémoire de la Déportation, Graphein, Paris, 2000 (réédition complétée de la version de 1997), 403 p.
- Cling, Maurice, *Vous qui entrez ici, un enfant à Auschwitz*, Graphein, FNDIRP, Paris, 1999, 237 p.
- Clogenson, Henry et Le Goupil, Paul, *Mémorial des Français non-juifs déportés à Auschwitz, Birkenau et Monowitz*, imprimé à compte d'auteur par Bertout, Luneray, 2000, 172 p.
- Czech, Danuta, *Kalendarium der Ereignisse im Konzentrationslager Auschwitz-Birkenau 1939-1945*, Rowohlt, Hamburg, 1989, 1 057 p.
- Czech, Danuta, *Auschwitz, camp hitlérien d'extermination*, Interpress, Varsovie, 1978, 203 p.
- Hilberg, Raul, *La destruction des Juifs d'Europe*, Fayard, Paris, 1988, traduction de l'original en version anglaise par André Charpentier et Marie France de Paloméra, 1 096 p.
- Kogon Eugen, Langbein Hermann, Ruckerl Adalbert, *Les chambres à gaz, secret d'État*, traduit de l'Allemand par Henry Rollet, Arguments, Minuit, Paris, 1984.
- Langbein, Hermann, *La Résistance dans les camps de concentration nationaux-socialistes*, Fayard, Paris, 1981.
- Wiewiorka Annette, *Déportation et génocide entre la mémoire et l'oubli*, Plon, Paris, 1992, 506 p.

LES LIVRES

PERLIRIS (récit)

Pour avoir chanté la Liberté, l'auteur, un jeune lycéen, se retrouve 9 mois plus tard, après avoir subi d'innombrables supplices, dans un Block de mourants du sinistre camp de concentration nazi de Dora-Mittelbau, atteint de tuberculose.

Pendant 12 jours et 12 nuits, il survit tout nu près du crématoire, sous l'autorité du jeune médecin SS le DrKurzke, au milieu des mourants et des morts. L'horreur absolue.

À sa sortie de ce Block de mourants, alors qu'il fait un froid intense, c'est la rencontre surprenante avec deux déportés belges qui se portent spontanément à son secours et lui témoignent une fraternité inégalée. Grâce à eux il survivra. Et en compagnie de ses deux bienfaiteurs, René Morel fera surgir deux fleurs du fond de l'abîme, après avoir vu 800 cadavres nus empilés comme des bûches près du crématoire. Deux fleurs, deux marguerites avec une feuille d'iris qui deviendra PERLIRIS, symbole de Vie et de résurrection, une œuvre unique du monde de la Déportation.

Aussi ce court récit de 108 pages a été dédié à la mémoire de ces deux Belges, deux comtes en tenues de bagnards qui ont su faire preuve d'un humanisme hors du commun.

Il est dédié également à Emile, un ami d'enfance de l'auteur, retrouvé au cours d'une hallucinante marche de la Mort le 11 avril 1945, et qui est mort dans la monstrueuse tragédie de Gardelegen.

Ce livre de 108 pages sur beau papier de 90 g, format 16,8 x 24 cm, contient des photographies. Couleurs de documents et objets uniques.

Livré franco de port au prix de 15 €.

Les Derniers Supplices ou Mémoire d'apocalypse (récit)

C'est la Tragédie de Gardelegen décrite dans toute son horreur. Le CRIME le plus monstrueux perpétré par la barbarie nazie à la fin de la Seconde Guerre mondiale au cours duquel 1 016 déportés suppliciés ont péri brûlés vifs. René Morel, l'auteur de ce récit historique, a été le plus jeune déporté survivant avec ses 17 ans, et ce grâce à une évasion réussie au cours de l'hallucinante marche de la Mort qui précéda l'Holocauste final. C'est avec minutie que ce drame horrible est décrit sur 54 pages de beau papier pelliculé (format 16,8 x 24) avec photos et cartes ainsi que la photo-couleur du Cimetière-Mémorial de Gardelegen aux 1 016 tombes. L'unique Cimetière-Mémorial de ce genre où les victimes ont été enterrées dignement sur le lieu même de leur dernier supplice.

Livré franco de port au prix de 8 €.

Commandes à adresser à René Morel, BP 44 – 01102 Oyonnax cedex

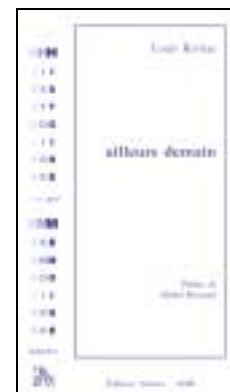
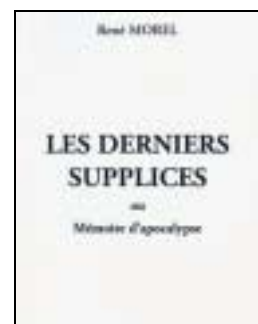
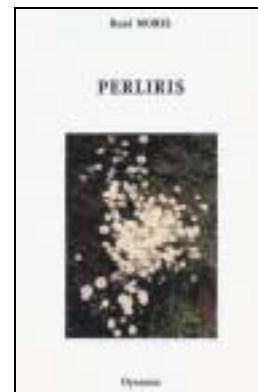
Ailleurs demain,

de Louis Rivière

C'est un récit, une histoire de fraternité, de camps de la mort, de militantisme, de bonheur, de recherches et de la confirmation de l'engagement de l'auteur dans le sens de l'Histoire de son pays. C'est une histoire de l'Histoire où l'imaginaire passe le fil du temps au tamis de la mémoire et quand, sous les bombes, le narrateur se préoccupe de l'accord du participe passé, la vérité se tisse. Louis Rivière parle de son retour dans le monde redevenu civilisé et de l'après, avec une vision idéaliste, une pensée, une vie dans la cité. Un mélange de demain et d'après, un temps de fraternité dans une compagnie de lecteurs.

Editions Tirésias – AERI – 13 x 22 – 200 pages – 14 €

Ouvrage disponible à la Fondation.



VOUS POUVEZ ENCORE ACQUÉRIR LE LIVRE-MÉMORIAL

en adressant le bon de commande ci dessous à :

Fondation pour la Mémoire de la Déportation, 30 boulevard des Invalides 75007 PARIS

BON DE COMMANDE

Nom (ou raison sociale)

Passer commande de collection(s) de quatre tomes du LIVRE-MÉMORIAL DES DÉPORTÉS *de France arrêtés par mesure de répression et dans certains cas par mesure de persécution (1940-1945).*

(cocher la case utile)

Je joins à la présente commande un chèque de 160 € (Franco de port) établi à l'ordre de Fondation pour la Mémoire de la Déportation (CCP 19 500 23 W Paris)

Le règlement sera effectué par mandat administratif à réception de la facture (valable uniquement pour les administrations, établissements scolaires et collectivités territoriales)

Adresse d'expédition : (en capitales)

CODE POSTAL COMMUNE

Le LIVRE-MÉMORIAL a été édité en 2000 exemplaires reliés. Il en reste 300. Il n'est pas envisagé de nouvelle édition.

Présentation officielle à la Presse et aux Associations du LIVRE-MÉMORIAL des déportés de France, arrêtés par mesure de répression et dans certains cas par mesure de persécution

Aboutissement d'un long et difficile travail de recherches entrepris en 1996 à l'initiative de Marie-Claude Vaillant-Couturier, alors présidente de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, sur proposition du secrétaire général de l'époque, Claude Mercier, le LIVRE- MÉMORIAL a été présenté à la presse et aux associations d'anciens déportés et familles, le 16 Juin 2004, dans les locaux de la Fondation par son actuelle présidente, madame Marie José Chombart de Lauwe.

Toute l'équipe des jeunes chercheurs de Caen, tous les rédacteurs, anciens déportés ou historiens ayant apporté leur contribution à ce travail collectif considérable étaient présents autour des membres du Conseil d'Administration et du Conseil scientifique de la Fondation.

Dans son allocution, la Présidente de la Fondation a tenu à souligner la primauté donnée par les responsables de la Fondation à l'aspect mémoriel de cette publication, en décidant qu'il devrait comporter les listes de déportés de persécution n'ayant encore figuré dans aucun mémorial : déportés Juifs à Aurigny, Tziganes, déportés des départements du Nord rattachés au commandement militaire allemand de Bruxelles, etc.

Puis elle a remercié les différents partenaires, dont la Commission de Bruxelles, les ministères de la Défense, des Anciens Combattants, de l'Éducation nationale, de la Culture et de l'Intérieur, le Conseil régional d'Île de France, la Municipalité de Fontenay-sous-Bois, les Fédérations et associations dont la FNDIRP qui a ouvert largement ses archives et permis le lancement de l'édition, les responsables du projet et les différents rédacteurs, en leur offrant une collection des quatre tomes du LIVRE-MÉMORIAL.

Elle a tenu également à rendre hommage aux Editions Tirésias qui ont accepté de relever le déficit de l'appel d'offre lancé en 2003 par la Fondation, et auquel peu de maisons d'Édition avaient cru devoir répondre.

François Perrot, vice-président de la Fondation, et Claude Mercier, directeurs du projet, ont tenu, pour leur part à souligner l'importance du travail accompli, qui s'est appuyé en grande partie sur les archives du ministère de la Défense conservées à Caen, mais aussi sur d'autres fonds d'archives, grâce à une équipe soudée et motivée de jeunes, pour la plupart étudiants en histoire à l'Université de Caen, ayant pu remplir leurs obligations au regard du service national au sein de la Fondation.

Reprenant la parole avant d'inviter l'assistance à passer au buffet, la présidente a ensuite fait part à tous de ses préoccupations pour l'avenir, et notamment des perspectives pour les commémorations du soixantième anniversaire de la Libération des camps de concentration et de la défaite du nazisme.

Voici le texte de cette dernière partie de son allocution :

« Mesdames et messieurs, chers Amis, avant de passer au buffet, permettez-moi de vous livrer quelques réflexions et de vous faire part de mes préoccupations à la veille d'une année 2005 qui, pour les déportés, devrait être aussi importante que celle vécue actuellement par notre pays en ce soixantième anniversaire de sa libération.

Les déportés ont attendu cette liberté encore de longs mois après 1944, à mourir ou à souffrir dans les camps nazis. Et quand, au printemps 1945, leurs bourreaux ont disparu avec l'arrivée des armées libératrices, la maladie et l'épuisement ont continué pour beaucoup d'entre eux à poursuivre la même œuvre de mort.

Par-delà les opérations de guerre, le monde a découvert avec stupéfaction et indignation ce que les dirigeants de beaucoup de nations savaient déjà en partie : l'horreur et l'ampleur de l'enfer concentrationnaire nazi.

La conscience universelle s'est émue, de grands procès ont suivi, qui ont défini ou précisé les notions de crime de guerre, de crime contre l'humanité et de génocide ouvrant la voie à des juridictions internationales nouvelles, encore hélas boudées par certaines grandes nations. Des comités d'éthiques se sont mis en place pour encadrer la recherche et les expériences médicales et conseiller le législateur.

En 2005, c'est tout cela qui doit rejaillir, s'exprimer et se méditer, pour que soit condamnée d'avance toute velléité de réhabilitation ou de retour d'idéologie porteuse en germe d'une telle négation de l'homme, où que ce soit dans le monde.

Moins facile à faire passer que celui de la gloire des combattants, mais aussi riche d'enseignements, ce sera le message de 2005. Je souhaite que les responsables politiques s'impliquent personnellement et consacrent autant de moyens et de temps dans les commémorations de 2005 que dans celles de 2004. J'ai le sentiment, mais peut-être n'est-ce encore qu'une fausse impression ou qu'un pressentiment pessimiste et je souhaite me tromper, mais j'ai le sentiment que les approches faites par nous vers l'État n'ont rencontré jusqu'ici qu'une aimable et courtoise indifférence. Sans doute la presse peut-elle nous aider à mettre en valeur notre message pour que l'héritage des années noires de la déportation puisse prendre toute sa place dans la conscience de nos concitoyens et être considéré avec tout le sérieux qu'il mérite : il y va du devenir de notre civilisation.

Je vous remercie de votre attention et vous invite maintenant à partager le buffet et à lever le verre de l'amitié ».

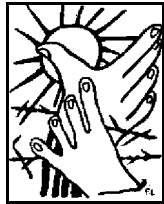


Pendant les discours : au pupitre Marie José Chombart de Lauwe. À l'arrière plan, de g. à d., MM. Thomas Fontaine (enseignant en Histoire qui a dirigé l'équipe de Caen), François Perrot, Président de l'UNADIF, vice-président de la Fondation et Claude Mercier, ancien secrétaire général de la Fondation, co-directeurs du projet.



Marie José Chombart de Lauwe entourée d'une partie des jeunes de l'équipe de chercheurs de Caen.

Le Bulletin de la FONDATION pour la MÉMOIRE de la DÉPORTATION



BULLETIN D'ABONNEMENT « MÉMOIRE VIVANTE »

Si vous souhaitez vous abonner à la revue «**MÉMOIRE VIVANTE**», nous vous invitons à nous retourner le formulaire au verso (Fondation pour la Mémoire de la Déportation – 30, boulevard des Invalides 75007 PARIS) accompagné d'un chèque bancaire ou postal de 8 euros.

(VOIR AU VERSO)

Dons et legs à la FONDATION pour la MÉMOIRE de la DÉPORTATION



Les dons et legs peuvent recevoir une affectation précise

Si vous voulez apporter votre soutien à la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, vous pouvez l'aider par des dons et des legs.

Les legs sont exonérés de tout droit de succession et des taxes habituelles.

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôt sur le revenu (50 % de leur montant dans la limite de 6 % du revenu imposable).

Ils font l'objet de l'émission d'un reçu établi par la Fondation.

(VOIR AU VERSO)

1^{er} abonnement ou réabonnement si oui, N° d'abonné: _____

Madame, Monsieur _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Prix pour 1 an: 8 euros.

Mode de règlement: Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation

CCP: 1 950 023 W PARIS

Madame, Monsieur _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Déclare faire: un don de _____

Autre: _____

Pour (1) Dotation Actions

Par Chèque bancaire Chèque postal

(1) Rayer la mention inutile.